

CTB



RAPPORT DES RESULTATS 2013

WATER SUPPLY AND MANAGEMENT CONTRIBUTING TO FOOD SECURITY IN GAZA PROVINCE – MOZAMBIQUE MOZ1102411



ACRONYMES.....	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES).....	5
1.1 FICHE D'INTERVENTION.....	5
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	6
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	6
1.3.1 <i>Pertinence</i>	6
1.3.1 <i>Efficience</i>	6
1.3.2 <i>Efficacité</i>	6
1.3.3 <i>Durabilité potentielle</i>	7
1.4 CONCLUSIONS.....	7
2 MONITORING DES RESULTATS.....	8
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	8
2.1.1 <i>Contexte général</i>	8
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	8
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	8
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	9
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	10
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	10
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	10
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	11
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	12
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	12
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	12
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	12
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	14
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	14
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	14
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	15
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	15
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	15
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	15
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4.....	16
2.6.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	16
2.6.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	16
2.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	16
2.7 THEMES TRANSVERSAUX.....	17
2.7.1 <i>Genre</i>	17
2.7.2 <i>Environnement</i>	17
2.7.3 <i>Autre</i>	17
2.8 GESTION DES RISQUES.....	18
3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....	21

3.1	REORIENTATIONS STRATEGIQUES	21
3.2	RECOMMANDATIONS.....	21
3.3	ENSEIGNEMENTS TIRES.....	21
4	ANNEXES.....	22
4.1	CRITERES DE QUALITE.....	22
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	26
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	27
4.4	APERÇU DES MORE RESULTS	27
4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	28
4.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	30

1 Aperçu de l'intervention (max. 2 pages)

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Alimentation en eau et gestion pour contribuer à la sécurité alimentaire dans la Province de Gaza - Mozambique
Code de l'intervention	MOZ 11 024 11
Localisation	Mozambique – Province de Gaza
Budget total	9.000.000 EUROS
Institution partenaire	DOPH – Direction Nationale de l'Eau (DNA)
Date de début de la Convention spécifique	19 juin 2013
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	Arrivée ATi le 3 octobre 2013. Comité de gestion le 4 décembre 2013
Date prévue de fin d'exécution	Octobre 2018
Date de fin de la Convention spécifique	18 juin 2019
Groupes cibles	Populations rurales
Impact¹	La sécurité alimentaire et la nutrition des ménages vulnérables à dans la Province de Gaza est améliorée
Outcome	L'accès et le contrôle de l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans la province de Gaza est durablement augmentée
Outputs	L'accès à l'eau potable et des installations sanitaires est augmenté de façon durable
	L'accès aux installations complémentaires d'eau productive est amélioré de façon durable
	Les services de la province, du district et au niveau local assument leur responsabilités en matière de planification et de gestion de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement
	Les usagers de l'eau et fournisseurs de services gèrent les infrastructures d'eau et d'assainissement d'une manière efficace et durable
Année couverte par le rapport	2013

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

1.2 Exécution budgétaire

	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédentes	Année couverte par le rapport (n)		
Total	9.000.000€	<i>Démarrage oct-13</i>	50.918,89€	8.949.081,11€	1%
Output 1	4.465.000	€	50.339,29€	4.414.660,71€	1,14 %
Output 2	1.320.000		0,00€	1.320.000	0 %
Output 3	1.636.000		0,00€	1.636.000	0 %
Output 4	667.500		0,00€	667.500	0 %
Bud. Res	213.500		0	213.500	0 %
Gen. Me	698.000		30.803	667.197	4,62 %

N.B. : La dépense véhicule de 30.223 € (General Means) n'apparaît pas dans le « Budget versus Actuels (y – m) » du point 4.5

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	B

Les besoins sont criant et les districts concernés ont été délaissés de longues dates à cause des troubles dans le pays et parce que très peu peuplés avec des contraintes techniques (eau saumâtre, aquifères profonds).

1.3.1 Efficience

	Performance
Efficience	C

Démarrage du projet ralenti par les tâches qui n'ont pas pu être prise en charge par la représentation comme le prévoit le guide de démarrage des projets. Cette situation éloigne l'ATI des activités liées aux résultats proprement dit ; néanmoins le retard au démarrage est souvent le lot des nouveaux projets et il peut être rattrapé au fil du projet.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Malgré les difficultés à prévoir et à ce stade du projet, l'équipe du projet mettra tout en œuvre pour atteindre l'outcome. Le projet dispose de moyens humain et matériel pour l'aider dans cette tâche.

1.3.3 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	C

A la lecture des risques identifiés dans le DTF, le niveau de durabilité est estimé à C. Les premières actions sur le terrain viendront confirmer ou nuancer cette appréciation.

1.4 Conclusions

- Les informations contenues dans ce rapport doivent être nuancées car le projet n'a que 3 mois d'activités.
- La première vraie difficulté à laquelle doit faire face le projet concerne les modalités de gestion. L'exécution en régie est synonyme de passation des marchés publics selon la législation belge. Le projet est exonéré de taxe mais la convention spécifique prévoit que l'Etat via le partenaire payera les taxes. C'est cette notion de paiement des taxes qui pose problème. Si l'Etat participe financièrement à une prestation, le marché public doit être soumis au Tribunal Administratif de Maputo (législation mozambicaine).
- Le démarrage du projet a pris du retard mais cela est compensé par une prise de contact avec la réalité du pays.

Fonctionnaire exécution nationale ²	Fonctionnaire exécution CTB ³

² Nom et signature

³ Nom et signature

2 Monitoring des résultats⁴

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

Le projet ayant débuté en octobre 2013, il y a peu à dire sur l'évolution du contexte général qui a par ailleurs peu bougé depuis la formulation en 2010 à l'exception des aspects sécuritaires qui n'affectent pas pour le moment la province de Gaza. Les élections municipales de novembre se sont déroulées dans le calme ce qui est un signal positif pour la future année électorale de 2014.

2.1.2 Contexte institutionnel

L'agrément de l'ATI a été un moment suspendu suite à un qui propos sur son lieu affectation, la CTB ayant recruté pour une affectation à la DNA à Maputo tandis que le partenaire avait retenu une affectation à Xai Xai, chef-lieu de la province de Gaza. Finalement il a été décidé de démarrer le projet avec l'ATI au niveau de la DNA à Maputo et de réévaluer la situation à mi-parcours du projet.

Ce choix est pertinent. Durant la période sous revue, la quasi-totalité des activités se sont déroulées à Maputo. La phase de démarrage du projet, la mise en place des préalables à toutes activités, le respect des engagements du partenaire se traitent au niveau central.

Le projet offre de réelles opportunités d'innovation en matière d'AEP rurale au Mozambique. Pour cette première collaboration avec la DNA on peut dire que l'ancrage institutionnel au niveau national peut être considéré comme *très approprié*.

La coordination avec les autres acteurs du secteur est essentielle et particulièrement avec le fond de sécurité alimentaire appuyer par la Belgique dans la province de Gaza.

La sphère d'influence est évidemment nationale et pour prétendre bouger les lignes c'est à la DNA que l'impulsion pourra être donnée. Evidement un relai avec le terrain est essentiel et l'équipe projet s'organiserà dans ce sens.

Un nouveau directeur provincial a pris ses fonctions en septembre 2013.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

La totalité du budget est exécuté en régie belge. Le DTF précise que les taxes sont partie intégrante de la contribution mozambicaine et que le projet bénéficiera de l'exemption ou du paiement par le partenaire des taxes et droits de douanes. L'accord spécifique complète en indiquant que le partenaire payera les taxes et impôts d'importation.

Sur la base de l'article 8 de la CS, la demande d'exonération pour le véhicule du chef de projet a été refusée et le projet a été contraint (décision du RR) de payer les taxes et droits de douanes pour un montant de 27.000 €.

⁴ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

Plus inquiétant, le processus de passation des marchés publics belge risque d'être entravé par le passage obligatoire par le Tribunal Administratif de Maputo. En effet, la procédure mozambicaine s'applique dès lors que le partenaire intervient ou contribue dans les paiements des prestations contractées par le projet.

Cette question a été soumise au premier comité de pilotage le 3 décembre 2013. Le partenaire a confirmé que toutes dépenses payées la partie mozambicaine enclenchent automatiquement cette procédure. Le partenaire s'est engagé à étudier avec son ministère de tutelle une solution pour ne pas superposer les deux procédures.

Les conséquences de cette modalité impactent déjà la mise en œuvre du projet. A terme, cela pourrait retarder lourdement l'exécution et engager des frais imprévus. A noter que tous les marchés devront être traduits en portugais avant d'être soumis au visa du TAM.

2.1.4 Contexte HARMO

La stratégie est inchangée, elle s'intègre dans le programme PRONASAR qui définit les procédures nationales pour la mise en œuvre des projets d'eau potable et d'assainissement en milieu rural.

Sous la houlette du SETSAN, le projet tentera dans la mesure du possible d'apporter sa contribution au programme FSN-Gaza soutenu par la Belgique. C'est deux interventions ne sont plus liées en matière d'exécution et de planification. Cette évolution est antérieure à la période sous revue.

Une première réunion de coordination avec la Coopération Belge au Développement, la CTB et le SETSAN a eu lieu le 19 novembre 2013 à Maputo. Le lancement officiel des deux interventions pourraient se faire simultanément en mars 2014 à Xai Xai, chef-lieu de la province de Gaza.

2.2 Performance de l'outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs

L'équipe de formulation n'a pas chiffrée les progrès à réaliser car initialement les activités étaient intimement liées au programme multilatéral de sécurité alimentaire FNS dans la province de Gaza, programme soutenu par la Belgique. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'équipe projet produira une ligne de base en 2014.

Outcome : L'accès et le contrôle de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans la province de Gaza est durablement augmenté					
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Quantité d'eau utilisée / jour / personne	Pas de BL				Pas définie (mesure du % de progression)
% des ménages qui dépensent moins de 60 minutes par jour pour la collecte de l'eau					
% des points d'eau en état de marche optimale					
% De ménages souffrant d'insécurité alimentaire dans les villages					
Les responsabilités en matière de planification, de marchés publics et de gestion sont effectuées par les acteurs locaux et régionaux					
% des points d'eau avec des règles et des règlements de gestion pro-pauvres					
% des points d'eau entretenus et réparés par les communautés			Démarrage oct-13	Pas définie	

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Le projet a démarré en octobre 2013 et les trois mois ont été consacrés à l'installation de l'ATI et aux actions de démarrage inhérentes à tout projet.

A souligner que le manque de moyens à la représentation de la CTB à Maputo n'a pas permis un démarrage comme on le décrit dans le guide de démarrage des projets. Les comptes du projet ont été ouverts et un premier Cash Call de 83.000 € a été fait, le véhicule du projet acheté et livré le 24 décembre 2013, la programmation est actualisée et les ressources humaines en cours de recrutement.

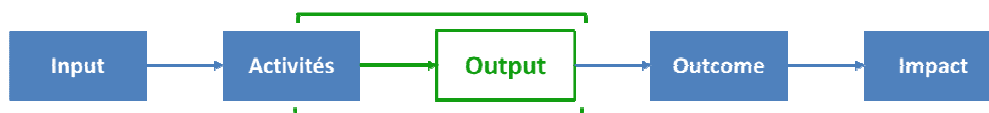
Toutes ces actions contribuent et contribueront à l'atteinte des outputs.

Le travail de partage de l'information avec le partenaire a commencé. Le partage du DTF tant au niveau national, régional et des districts a donné lieu à des remarques très pertinentes du partenaire sur les anomalies de la procédure adoptée (régie belge) et le paiement par le partenaire des taxes et droits de douanes. Il y a un risque réel d'impact négatif sur la mise en œuvre du projet. Le chef de la coopération belge et l'attaché ont été informés et ont été invités au premier comité de pilotage du projet.

2.2.3 Impact potentiel

Impossible de se prononcer à ce stade du projet.

2.3 Performance de l'output 1



2.3.1 Progrès des indicateurs

Indicateurs du DTF

Output 1 : L'accès à l'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement est augmenté d'une manière durable					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
% de la population rurale ayant accès à un meilleur approvisionnement en eau potable à 1,5 km	Pas de BL		Démarrage oct-13	Pas définie	Pas définie (mesure du % de progression)
% de femmes chef de familles avec un accès à un approvisionnement en eau potable à 1,5 km					
Nombre de réhabilitation et de nouveaux points d'eau construits					
Nombre d'écoles et d'établissements de santé avec l'eau améliorée et installations d'assainissement					

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁵	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1			x	
2			x	
3			x	
4			x	

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Pour la mise en œuvre des résultats techniques le projet prévoit de s'appuyer sur une équipe recrutée localement (10 personnes). Une partie de l'équipe est recrutée par le projet (4), l'autre est recrutée par le partenaire (6) et financée par le projet.

⁵ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Le guide de démarrage des projets de la CTB reprend en détail l'ensemble des actions qui doivent ou devraient être réalisées avant l'arrivée de l'ATi. La représentation du Mozambique, pour diverses raisons, ne dispose pas des ressources nécessaires pour suivre ces directives au lancement de nouveau projet.

De son côté les procédures du partenaire pour le recrutement de nouveaux agents sont contraignantes. On estime à 6 mois minimum le délai pour le recrutement des techniciens.

Le retard lié aux recrutements des ressources humaines est estimé à 6 mois. Les procédures sont en cours pour tout le personnel local.

L'atteinte des résultats techniques est bien évidemment subordonnée à des projets et donc à des besoins exprimés de manière explicite. Tous les districts ont validé leur plan annuel 2014 (PESOD) sans prendre en compte le financement belge. Cette situation va contraindre l'équipe du projet à investiguer avec les districts et la province de Gaza les besoins à satisfaire et procéder à des études pouvant conduire à des travaux. Cette situation n'a pas été évoquée dans le DTF comme un risque potentiel.

Les besoins sont énormes et toutes les actions prévues au DTF restent d'actualité. La question qui se pose est la maîtrise des délais d'exécution du projet compte tenu que la ligne de départ ne se situe pas vraiment là où on la prévoyait.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : L'accès aux installations complémentaires d'eau productive est disponible de façon durable					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Eau productive (en m3) disponibles sur une base annuelle	Pas de BL		Démarrage oct-13	Pas définie	Pas définie
% de ménages agricoles qui bénéficient d'un accès garanti aux ressources en eau de surface à 5 km					(mesure du % de progression)

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁶	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1		x		
2		x		

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Cette activité est planifiée en 2^{ème} année du projet ⁷. Une étroite collaboration avec le projet de sécurité alimentaire soutenu par la Belgique FNS-Gaza constitue une opportunité pour envisager un délai d'intervention plus court.

⁶ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

⁷ Il y a une erreur dans le planning du DTF. Les dépenses sont ventilées en années 2, 3, 5 et 5.

2.5 Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les délégations au niveau de la province, du district et au niveau local assument leur rôle et responsabilités dans la planification et la gestion des projets d'approvisionnement en eau et en assainissement					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Nombre de plans RWSS approuvés par les gouvernements de district	Pas de BL		Démarrage oct-13	Pas définie	Pas définie (mesure du % de progression)
Acteurs au niveau central et déconcentré sont satisfaits de l'information disponible sur les systèmes hydrauliques et de leur exploitation					
% de marchés publics de travaux suivi et réalisé dans les délais					
Les modalités de fonctionnement du PRONASAR sont connues et appliquées entre les acteurs aux niveaux déconcentrés					
Nombre de jours de formation pour le personnel technique des services déconcentrés de l'eau					

2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁸	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1			X	
2			X	
3			X	
4			X	
5			X	

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Voir commentaires Output 1.

⁸ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.6 Performance de l'output 4

2.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : Les usagers de l'eau et les prestataires de services gèrent l'eau et l'assainissement de façon durable, efficace et équitable.					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
% de WSC avec des femmes à des postes clés	Pas de BL		Démarrage oct-13	Pas définie	Pas définie (mesure du % de progression)
% de femmes membres de WSC					
% de WSC qui appliquent des mécanismes de gestion efficaces					
% des points d'eau avec une stratégie d'entretien établie					
Nombre de jours de formation technique pour les comités d'eau et artisans locaux					

2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁹	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1		x		
2		x		
3		x		
4		x		
5		x		

2.6.3 Analyse des progrès réalisés

Le projet est dans sa phase de démarrage.

⁹ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.7 Thèmes transversaux

Sans objet. Le projet est dans sa phase de démarrage.

2.7.1 Genre

2.7.2 Environnement

2.7.3 Autre

2.8 Gestion des risques

Identification of risk or issue			Analysis of risk or issue			Deal with risk or issue			Follow-up of risk or issue	
Risk description	Period of identification	Category	Likelihood	Potential impact	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
The required infrastructure is prohibitively expensive & economically unsustainable	TFF	OPS	High	High	Very High Risk	new bore holes identified by district plans have to be approved at national level	DNA/DAS and District	From Q2-2014		
						develop alternative approaches to provide water for scattered population groups	PMT			
						<i>Insert a line here</i>				
Inadequate number of skilled and properly equipped drilling operators distorting the market and reducing the effectiveness of the tender process	TFF	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	more coordinated approach through the common fund mechanisms	PMT			
						<i>Insert a line here</i>				
Vulnerable families are difficult to reach as they are too scattered and too poor to contribute	TFF	DEV	High	High	Very High Risk	develop alternative approaches to provide water for scattered population groups	PMT			
						stimulate that women and vulnerable participate in Water and Sanitation Committees activities expected through the FBSA programme	PMT			
						<i>Insert a line here</i>				
New boreholes provide inadequate water quantities and quality	TFF	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	stipulate in the contracts that the contractors are in charge of conducting and interpretation of the preliminary surveys. Hence the contractor should take the risk of dry boreholes (stipulated in the contract). This practice is already applied in the context of PRONASAR	PMT			
						<i>Insert a line here</i>				

A pro-poor water price policy is difficult to implement, manage and enforce with the result that new and/or improved infrastructure will mainly benefit the better of (cattle owners);	TFF	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	intervention will support survey and development of alternatives to be submitted to DNA	PMT			
						contribution can also be in kind or in labour	PMT			
						Operational Water and Sanitation Committee is a precondition before the start	PMT			
Weak technical and financial provincial management capacity at and district level	TFF	FIN	High	High	Very High Risk	capacity building activities planned	PMT			
						recruitment of extra staff	DNA/DAS			
						<i>Insert a line here</i>				
The recruitment procedure extra staff by districts takes between 6 to 8 months	PMT	OPS	High	High	Very High Risk	Enjoy an ongoing procedure initiated by the Province of Gaza and suspended for lack of budget	DNA/DAS and Province	Q1-2014	BTC has asked districts to check their needs and Province to check the availability of shortlisted candidates	New
Financial respected procedures are not	TFF	FIN	Medium	Medium	Medium Risk	DNA in charge as autorising officer rather than weaker provincial	DNA/CTB			
						within Pronasar programme, system of control of provincial and districts by DNA, to be extended in the Belgian support programme	DNA/CTB			
Coordination mechanisms of Pronasar, the Belgian contribution and the FBSA are time consuming and/or counterproductive	TFF	OPS	Low	Low	Low Risk	The management and coordination mechanisms of the bilateral cooperation intervention clearly defined in line with mechanisms of the NRWSSP and district and provincial development plans	DNA/CTB			
						Decisions will be timely informed at FBSA coordination	DNA/CTB			

Weak institutional capacity at Medium provincial and district level	TFF	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Reinforcement of staff at both levels	DNA/DAS		
						Training possibilities	PMT		
						<i>Insert a line here</i>			
Weak Water and Sanitation Committee	TFF	OPS	High	High	Very High Risk	Preliminary training planned			
						Follow-up of the committees			
						<i>Insert a line here</i>			
Committees are unable to manage & sustain the infrastructure	TFF	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	the programme will align with the Pronasar programme which has a programme of spare parts for standard pumps	DNA		
						training of WSC	PMT		
						small government Budget available for major breakdowns	DNA/CTB		
No means available to replace the more sophisticated mechanisms (e.g. solar panels,)	TFF	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	longevity of 5 years assured	DNA		
						potential synergy with other bilateral intervention for renewable energy	DNA		
						<i>Insert a line here</i>			
The support to the region results in more people settling in the area, diminishing the chances of the actual population to develop	TFF	OPS	Low	Low	Low Risk	employment opportunities elsewhere are on the short term more rewarding			
						<i>Insert a line here</i>			
Weak capacity at district level	TFF	OPS	Low	Low	Low Risk	staff provided at district level is conform the guidelines of Pronasar. Therefore these staff will be contracted by DAS, upon approval of DNA and BTC. After the project the	DNA/CTB		
						<i>Insert a line here</i>			
The specific agreement provides that the Mozambican state will pay tax. The terms can modify the application of Belgian legislation for public procurement	PMT	FIN	High	High	Very High Risk	Consultation with the partner and involvement from the beginning of the DGD	DNA	March-14	
						Organizing a steering committee in early December-13			
						<i>Insert a line here</i>			

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

A ce stade du projet, il est crucial de s'assurer que la modalité de mise en œuvre peut être mise en œuvre telle que décrite dans le DTF et la Convention Spécifique ce qui n'est pas une certitude mais plutôt un risque majeur pour l'atteinte des résultats.

Dans l'hypothèse où le choix serait fait de payer les taxes pour respecter les délais de la convention, le budget en serait affecté et par voie de conséquence les résultats.

3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
<i>La DNA peut demander via son ministère de tutelle DOPH, un « régime spécial » qui permettrait d'inscrire le don belge dans le budget de l'état et de bénéficier de l'exonération de taxe sans que le partenaire soit contraint de les régler. Si le partenaire paye les taxes, les marchés publics devront suivre la procédure mozambicaine.</i>	DNA	Q-2014 (décision de Comité de Pilotage)

3.3 Enseignements tirés

Sans objet. Projet en phase de démarrage

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
...	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
x	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
x	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
x	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		

	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
x	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
x	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
x	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?

	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
x	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à

		l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D

4.1 Durabilité financière/économique ?

	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
x	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
x	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?

	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
x	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.

4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?

	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
--	----------	---

x	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre					Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Passage par le Tribunal Administratif de Maputo pour les marchés publics belge. Question soulevé par le partenaire et contredite par la partie belge.	Oct-13			PMT	DNA prendra les contacts nécessaires pour clarifier la question du passage obligatoire au Tribunal Administratif de Maputo pour les marchés publics belges	DNA	Mars-14	Pas d'avancée	En attente
Accélérer le recrutement par les districts des techniciens prévus au projet	Oct-13			PMT	DNA adresse une lettre à la province de Gaza.	DNA	Janv-14	Courrier envoyé	En cours
Renforcer DAS-Gaza et donner de l'autonomie à l'ingénieur recruté par le projet					Achat d'un véhicule pour DAS-Gaza et	CTB	Q4-13	Véhicule commandé	En cours
Lancer au plus vite des activités physiques sur le terrain	Nov-13			PMT	Elaborer des TdR de travaux	DAS-G	Janv-14	Analyse des PESOD	En cours

4.3 Cadre logique mis à jour

Sans objet.

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2013	

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MOZ1102411

Project Title : WATER SUPPLY AND MANAGEMENT CONTRIBUTING TO FOOD SECURITY IN 7 DISTRICTS IN THE PROVINCES OF GAZA AND MANICA
 Budget Version : C1
 Currency : EUR
 YTM : Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing
 Year to month : 31/12/2013

	Status	Fin Mode	Amount	Start to				Expenses		Balance	% Exec
				2009	2010	2011	2012	Total			
A INCREASE SUSTAINABLE ACCESS TO AND			8.088.500,00					50.339,29	50.339,29	8.038.160,71	1%
01 Access to drinking water supply and			4.465.000,00					50.339,29	50.339,29	4.414.660,71	1%
01 Rehabilitate defect drinking water supply		REGIE	690.000,00					0,00	0,00	690.000,00	0%
02 Optimize existing drinking water facilities		REGIE	1.175.000,00					0,00	0,00	1.175.000,00	0%
03 Construct and equipment new drinking water		REGIE	1.200.000,00					0,00	0,00	1.200.000,00	0%
04 Develop alternative systems to assure water		REGIE	50.000,00					0,00	0,00	50.000,00	0%
05 Construct demonstration sanitation facilities		REGIE	450.000,00					0,00	0,00	450.000,00	0%
06 International Technical Assistance		REGIE	900.000,00					50.339,29	50.339,29	849.660,71	6%
02 Access to complementary productive water			1.320.000,00					0,00	0,00	1.320.000,00	0%
01 Construct and equipment new hydro-		REGIE	1.320.000,00					0,00	0,00	1.320.000,00	0%
03 Agencies at provincial, district and local			1.636.000,00					0,00	0,00	1.636.000,00	0%
01 Strengthen human resources development		REGIE	345.000,00					0,00	0,00	345.000,00	0%
02 Facilitate planning and information		REGIE	240.000,00					0,00	0,00	240.000,00	0%
03 Research, design and supervise water and		REGIE	90.000,00					0,00	0,00	90.000,00	0%
04 Support organisational development		REGIE	795.000,00					0,00	0,00	795.000,00	0%
05 Support coordination and capitalisation		REGIE	70.000,00					0,00	0,00	70.000,00	0%
06 Expert institutional development RWSS		REGIE	96.000,00					0,00	0,00	96.000,00	0%
04 Water users and services providers manage			667.500,00					0,00	0,00	667.500,00	0%
01 Establish the community education		REGIE	667.500,00					0,00	0,00	667.500,00	0%
X BUDGET RESERVE			213.500,00					0,00	0,00	213.500,00	0%
		REGIE	9.000.000,00					50.918,89	50.918,89	8.949.081,11	1%
		COGEST									
		TOTAL	9.000.000,00					50.918,89	50.918,89	8.949.081,11	1%



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MOZ1102411

Project Title : **WATER SUPPLY AND MANAGEMENT CONTRIBUTING TO FOOD SECURITY IN 7 DISTRICTS IN THE PROVINCES OF GAZA AND MANICA**

Budget Version : **C1** Year to month : 31/12/2013

Currency : **EUR**

YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2009	2010	2011	2012	Expenses	Total	Balance	% Exec
01 Budget reserve			213.500,00					0,00	0,00	213.500,00	0%
01 Direct management reserve		REGIE	213.500,00					0,00	0,00	213.500,00	0%
Z GENERAL MEANS			698.000,00					579,60	579,60	697.420,40	0%
01 Personnel costs			198.000,00					530,98	530,98	197.469,02	0%
01 Administrative and financial officer		REGIE	108.000,00					530,98	530,98	107.469,02	0%
02 Accountant		REGIE	54.000,00					0,00	0,00	54.000,00	0%
03 Driver		REGIE	36.000,00					0,00	0,00	36.000,00	0%
02 Investments			70.000,00					0,00	0,00	70.000,00	0%
01 Vehicle PMT		REGIE	40.000,00					0,00	0,00	40.000,00	0%
02 Office and ICT equipment PMT		REGIE	25.000,00					0,00	0,00	25.000,00	0%
03 Office Rehabilitation		REGIE	5.000,00					0,00	0,00	5.000,00	0%
03 Operating costs			315.000,00					48,62	48,62	314.951,38	0%
01 Operating costs of project office PMT		REGIE	162.000,00					0,00	0,00	162.000,00	0%
02 Operation and Maintenance cost PMT		REGIE	45.000,00					0,00	0,00	45.000,00	0%
03 Communications costs PMT		REGIE	48.000,00					48,62	48,62	47.951,38	0%
04 Missions costs		REGIE	60.000,00					0,00	0,00	60.000,00	0%
04 Audit , Monitoring and Evaluation, Follow-up			115.000,00					0,00	0,00	115.000,00	0%
01 Financial audit		REGIE	30.000,00					0,00	0,00	30.000,00	0%
02 Mid term review & Final evaluation		REGIE	60.000,00					0,00	0,00	60.000,00	0%
03 Backstopping BTC		REGIE	25.000,00					0,00	0,00	25.000,00	0%
		REGIE	9.000.000,00					50.918,89	50.918,89	8.949.081,11	1%
		COGEST									
TOTAL			9.000.000,00					50.918,89	50.918,89	8.949.081,11	1%



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MOZ1102411 Printed on vrijdag 28 februari 2014

page: 2

4.6 Ressources en termes de communication

Sans objet.